

JOURNAL DE ST-PETERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroulof, maison Dussaux, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. Les lettres non affranchies sont refusées.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner toujours les lettres qu'ils adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG.
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RECLAMES 25 —
FAITS DIVERS 75 —

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroulof, 15, à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGEVITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAURENCE, ci-devant N. KUMMER, libraire à Kiev; R. ULMANN et C^e, bureau de commissions à Riga; K. P. BOUDKIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ RUSSE, Chaussée-d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C^e, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, RUD. MOSSE, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (SAINT-PETERSBOURG.)	En mois.	Trois mois.	Six mois.	Un an.
(INTERIEUR)	27 r.	81 r.	126 r.	252 r.
Etats de l'Union postale Allemande	2 50	6 75	12 25	25 25
Belgique, Suisse, Hollande et Italie	2 50	7 12	13 25	27 25
France, Danemark, Angleterre et Roumanie.	2 75	8 13	14 25	29 25
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte.	3 25	9 25	16 25	33 25
Etats-Unis d'Amérique.	3 75	10 50	19 25	38 25

PRIX DU NUMÉRO: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 6 cop. à l'intérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements de 6 mois ne peuvent être pris que du 1^{er} juillet.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroulof, 15.
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroulof, 15, à Moscou, chez GAUTIER, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au delà.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky péroulof, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 24 janvier.

Le 24 décembre, sur un rapport du ministre de l'intérieur, S. M. l'Empereur a daigné accorder son assentiment à ce que les personnes dont les noms suivent acceptent le titre de bourgeois notable qui leur a été offert par les municipalités ci-dessous.

1° Bogoroditsk (gouvernement de Toula), au lieutenant-général comte Bobrinski, ministre des voies de communication.

2° Balaschew et Doubovka (gouvernement de Saratow) au conseiller d'Etat actuel Galkine-Vrasky, gouverneur de Saratow.

3° Biruch (gouvernement de Voronège) au conseiller d'Etat actuel Kovanké, gouverneur de Voronège.

4° Kaschira (gouvernement de Toula) au bourgeois Kaszakov, maire de Kaschira.

5° Kolomna (gouvernement de Moscou) au conseiller d'Etat actuel Lieven, adjoint du ministre des domaines, ci-devant gouverneur de Moscou.

6° Krassny (gouvernement de Smolensk) au conseiller d'Etat actuel Lopatine, gouverneur de Smolensk.

7° Mossalsk (gouvernement de Kalouga) au conseiller d'Etat actuel Kasatchéiev, ci-devant gouverneur de Kalouga.

8° Pskov, au conseiller d'Etat actuel Kakhanev, ci-devant gouverneur de Pskov, actuellement adjoint du gérant des affaires du comité des ministres.

9° Slaviansk (gouvernement de Kharkov) au général-major de la suite de S. M. l'Empereur prince Krapotkine, gouverneur de Kharkov.

10° Starodoubov (gouvernement de Tchernigow) au conseiller d'Etat actuel Panchoulidzev, gouverneur de Tchernigow, et au colonel Skoropadsky, maréchal de la noblesse du district de Starodoubov.

11° Tara (gouvernement de Tobolsk) au marchand de première guildé de Tara Nemtchinov.

12° Valdaï (gouvernement de Novgorod) au conseiller privé de Lerche, gouverneur de Novgorod.

13° Votchkansk (gouvernement de Kharkov) au lieutenant de la garde en retraite Békoukoun, ci-devant maréchal de noblesse du district de Votchkansk.

14° Zvenigorod (gouvernement de Kiev) au conseiller de cour Protopopov, maréchal de noblesse du district de Zvenigorod.

(Gazette du sénat.)

JUSTICES DE PAIX. Par des arrêtés des 4 et 11 décembre 1872, le sénat dirigeant a confirmé en qualité de juges de paix honoraires: dans le gouvernement de Yaroslavl, pour le district de Danilov, les conseillers d'Etat actuels Nicolas Gladkov et Georges Timrod; dans le gouvernement de Kalouga, pour le district de Madyne, l'aide de camp général comte Pierre Schouvalov; dans le gouvernement et pour le district de Tchernigow, le conseiller d'Etat actuel Jean Dournovo; dans le gouvernement de St-Petersbourg, pour le district de Novaya-Ladoga, le lieutenant-général Nicolas Kasanakov et le conseiller d'Etat actuel Basile Kasanakov, et pour le district de Louga, le général-major Alexandre Mirkovitch, les conseillers d'Etat actuels Serge Schérenkolev, Zakhar Moukhartov, Paul Timoféiev et Grégoire Likhonine. (Idem.)

Le 11 décembre, sur des rapports du ministre de l'Instruction publique, S. M. l'Empereur a daigné accorder son assentiment à la création 1^{re} d'une bourse au gymnase Marie de jeunes filles de Kharkov, au moyen d'une somme de 1,000 r., recueillie par la corporation des bourgeois de cette ville, en mémoire du mariage de S. A. I. M^{re} le grand-duc héritier. La titulaire portera le nom d'*étève de S. A. I. le grand-duc héritier*. 2^e d'une bourse à la faculté de médecine de l'université impériale de Moscou, au moyen d'un capital de 4,500 r. offert par les bourgeois notables Catherine, Nicolas et Serge Schaternikoff, et Olga Ilmine. S. M. l'Empereur a daigné ordonner de fermer les donataires pour cette offrande.

(Bulletin des lois.)

Le Bulletin des lois publie: 1^{er} les statuts des associations de prêts et d'épargne des villages Dobrovolskoye (gouvernement de Kherson), Mouzaïevna (gouvernement de Riazan) et Novonikolovo (gouvernement de Simbirsk) approuvés par le ministre des finances le 30 décembre, les 5 et 9 janvier. 2^o les statuts de la Société du crédit mutuel du zemstvo du district de Pskov, approuvés par le même ministre le 2 janvier courant.

PARTIE NON OFFICIELLE.

La Voix publie aujourd'hui mercredi l'article suivant:

« Ayant suivi avec attention tous les actes de la Russie dans l'Asie centrale, ainsi que la polémique soulevée par cette question, nous croyons devoir faire part à nos lecteurs de l'opinion que nous nous sommes faite à l'égard du système adopté par notre gouvernement par rapport à ses voisins du centre de l'Asie.

« Si, par la force des circonstances, nous avons pénétré jusqu'à l'intérieur de l'Asie centrale, nous sommes convaincus de ce que cela n'a pas eu lieu d'après les conseils, par exemple, de M. N. N. Ravevski, tels qu'ils sont formulés

dans une lettre insérée au n° 20 de la Gazette (russe) de l'Académie, et par lesquels il engage notre pays à marcher en avant sans s'arrêter et à s'annexer tout ce qui se trouvera sur sa route. Il est évident, au contraire, que l'extension de nos frontières n'est due qu'à la force des circonstances et qu'elle s'est accomplie beaucoup plus rapidement et dans des proportions beaucoup plus grandes que ne le désirait le gouvernement. On a déjà fait à plusieurs reprises des déclarations dans ce sens et nous sommes fermement persuadés qu'elles sont sincères. D'ailleurs, cette sincérité est prouvée par le fait qu'après la prise de la ville de Kortschi et du pays de Schakhrizab le pouvoir de l'émir de Boukhara y a été rétabli. Ces actes sont la meilleure réfutation des accusations qui nous attribuent une soif de conquête aussi insatiable. La rétrocession de ces localités à leur propriétaire légal est une preuve de force et de fermeté beaucoup plus convaincante que les conquêtes les plus immenses, et s'il se trouvait parmi les Asiatiques des gens qui pussent attribuer cette conduite à notre faiblesse c'est là un de ces malheurs qu'il nous est facile de supporter.

« Mais si la Russie n'a pas l'intention de s'emparer de toutes les possessions asiatiques limitrophes et n'aspire qu'à établir avec elles des relations pacifiques durables, il est absolument nécessaire de les amener à une manière d'agir grâce à laquelle il soit possible d'atteindre ce but. On sait que le commerce est le moyen qui favorise le mieux le développement de la civilisation et l'établissement d'intérêts pacifiques mutuels. Pour ouvrir un commerce régulier, il est de toute urgence d'établir des règlements fixant le chiffre normal des impôts et garantissant la personne des marchands, ainsi que leur propriété, etc. Jusque-là présent l'arbitraire régnait en maître dans les khanats musulmans et les marchands chrétiens, et comme de raison cette différence était tout à la défaveur des chrétiens.

« Evidemment le commerce ne pouvait pas se développer d'une manière régulière sur des bases aussi peu solides, et un pareil état de choses était devenu de tout point incompatible avec la dignité de la Russie et les sentiments des Russes. Voilà donc pourquoi, à différentes époques, on a proposé ou imposé à plusieurs des voisins des arrangements élémentaires de commerce mutuel. Il est douteux, malgré les suppositions de M. Ravevski, que quelqu'un ait attribué à ces arrangements une portée égale à celle des traités, conventions et autres actes internationaux en Europe; il est aussi très naturel que ces arrangements aient été signés avec dégoût par les khans, et qu'ils n'aient pas eu la loyale intention de remplir fidèlement toutes les obligations qu'ils contenaient, mais en tout cas il est impossible de ne pas se féliciter de la conclusion de pareils arrangements.

« Que M. Ravevski ne nous en veuille pas, mais nous considérons ces circonstances, non pas comme un motif à de nouvelles hostilités (nous refusons de croire que la Russie désire ou cherche un prétexte quelconque), mais comme le meilleur moyen de prévenir à l'avenir tout acte hostile et d'arrêter l'extension de nos frontières. Ces arrangements expliquent d'abord d'une manière élémentaire aux habitants de l'Asie centrale ce que l'on exige d'eux et ce qu'ils doivent remplir; comme de raison la peur de nos armes sert de frein principal pendant les premiers temps. Naturellement tout ne peut pas se passer de prime abord sans infractions et sans malentendus. Lorsque, après un certain laps de temps, lesdits arrangements seront devenus une habitude, et que les peuples de l'Asie centrale, ces enfants en civilisation, se seront persuadés en pratique que les obligations qui leur ont été imposées sont très commodes pour eux et n'aboutissent évidemment qu'à leur avantage personnel, c'est alors seulement qu'il sera temps de conclure avec eux de véritables conventions commerciales, basées sur les données de l'expérience; c'est alors que le parti de la paix prendra décidément le dessus dans ces khanats sur les partisans de la guerre et que des relations pacifiques de bon voisinage et sur des avantages mutuels appréciables, deviendront un fait réellement possible.

« On nous accusera peut-être d'optimisme, mais nous sommes loin de croire aussi que de pareils résultats puissent être atteints de suite. Des années ne suffisent pas pour cela; il faut avoir en outre beaucoup de calme et de fermeté en réserve, deux qualités qui, malgré tout le respect dû à la valeur militaire, sont d'un grand prix pour un Etat. De reste nous avons un exemple sous l'œil. Les premières conventions commerciales ont été conclues avec le Kokhand; au commencement elles étaient loin d'être observées fidèlement, puis elles sont entrées peu à peu en vigueur et actuellement les marchands et les négociants russes circulent tout aussi librement dans ce pays pour leurs affaires que les habitants du Kokhand en Russie pour les leurs. Ce qui est important, en outre, c'est que les habitants du Kokhand s'enrichissent avec rapidité et que toutes les industries se développent à vue d'œil dans cette contrée. Il nous importe peu de savoir si les Kokhans nourrissent ou non à notre égard des sentiments de tendresse; il est suffisant que leur situation se soit améliorée par suite des relations qu'ils ont avec nous; c'est le meilleur gage de leur inclination pacifique vers la Russie. Et pour ce qui nous concerne, nous sommes complètement persuadés qu'un pareil résultat est satisfaisant, non-seulement pour la Russie mais aussi pour toute l'humanité, et qu'il doit être mis au dessus de beaucoup d'autres conquêtes.

« S'il faut en croire le Monde russe, le comité chargé par le saint-synode d'élaborer le projet de réforme des tribunaux ecclésiastiques devra aussi s'occuper de la révision des lois relatives aux mariages conclus selon le rite orthodoxe.

— L'assemblée provinciale de Vladimir sollicite l'autorisation de rendre obligatoire la fréquentation des écoles primaires par les enfants des deux sexes âgés de 8 à 12 ans dans les villages où existent des écoles, et d'établir des pénalités contre les parents qui refuseraient de se conformer à cette mesure.

(Message officiel.)

— La Gazette de la Bourse doit savoir qu'on se propose de transformer l'hôtel du ministère de l'intérieur en bureau télégraphique central de l'Empire, le local du bureau actuel ne permettant pas, vu son exiguité, d'y introduire toutes les améliorations nouvelles. Le ministère serait transféré de nouveau, dans ce cas, en face du théâtre Alexandra, dans les bâtiments qu'il occupait précédemment.

— Une correspondance de Réval publiée par la Voix raconte un curieux épisode des mœurs artistiques de cette ville:

« Il existe à Réval, dit le correspondant, un Opéra allemand établi depuis le commencement de la saison actuelle par les soins intelligents du directeur du théâtre de la ville, M. Berend, qui n'a reculé devant aucune dépense pour recruter une troupe lyrique aussi satisfaisante que possible. Les artistes, engagés à Berlin, sans être des chanteurs hors ligne, plaisent généralement au public révalois malgré les vives critiques de M. Blanc, chroniqueur musical de la Revue de la Gazette.

Ces critiques, très acerbes, ont irrité les artistes. Une polémique, engagée entre M. Blanc et le chef d'orchestre de l'Opéra allemand, a eu un dénouement des plus originaux. Le 25 décembre, à la représentation des Huguenots, le régisseur vint annoncer au public, au commencement du second acte, que le premier ténor, M. Burwig, chargé du rôle de Raoul, et particulièrement attaqué par M. Blanc, qui se trouvait dans la salle, refusait de chanter en présence de l'aristocratie de la Revue de la Gazette. A ces mots, un grand tumulte s'éleva dans le public, qui criait comme un seul homme: « A la porte Blanc! » Le maître de police, qui était dans la salle, ne parvint point à rétablir le calme, finit par se rendre, après de vains efforts, dans la loge occupée par M. Blanc, et le pria de quitter la salle. M. Blanc obtempéra à cette demande et la représentation continua au milieu d'un tonnerre d'applaudissements à l'adresse de M. Burwig, le ténor trop chatouillé. Toute cette scène était évidemment concertée d'avance et il faut croire que les acteurs auront été vertement réprimandés par qui de droit, car à la représentation suivante M. Burwig a chanté tranquillement malgré la présence de M. Blanc.

— Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 22 janvier 1873:

	Sexe masc.	Sexe féminin.	Total.
Malades au 22 janvier.	155	66	221
Cas nouveaux.	5	5	10
Guérisons.	6	8	14
Décès.	2	2	4
Il restait en traitement au 23 janvier.	152	63	215
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 ^{er} avril 1872 au 23 janvier 1873):			
Cas.	3161	1807	4968
Guérisons.	1992	1077	3069
Décès.	1043	641	1684

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

— Nos lecteurs auront compris que les tableaux que nous avons publiés hier avaient trait au commerce extérieur de la Russie d'Asie et non pas au commerce « intérieur » comme on l'a imprimé par erreur.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

A propos de la discussion sur les marchés lyonnais, à laquelle l'Assemblée Nationale de France a consacré, comme on sait, trois séances, nous trouvons dans une partie de la presse parisienne des observations excessivement hostiles à l'adresse de la majorité, à laquelle on reproche d'écarter les souvenirs et des rançunes qu'il eût mieux valu ne pas réveiller, dans l'intérêt de la paix sociale et de la conciliation, et on s'en prend à la droite, qu'on accuse d'avoir entrepris cette campagne dans un but politique. La vérité est cependant que s'il a pu convenir à la gauche d'entreprendre la réquisitoire fulminant de M. d'Audiffret-Pasquier contre l'administration impériale, il n'est que juste de laisser aussi la lumière se faire sur ce que, en y mettant de l'indulgence, on peut appeler les maladroites et les incapacités du parti qui s'est substitué à l'empire le 4 septembre. On sait que ces espèces d'enquêtes se poursuivent moins à l'usage de la Chambre qu'à l'adresse des populations, auxquelles chaque parti cherche à faire accepter la légende qu'il leur présente en guise d'histoire.

On peut admettre dans toute son intégrité la thèse que plaident les adversaires des rapports dont l'Assemblée de Versailles s'est occupée de jeudi à samedi dernier. Oui, l'administration de l'empire a été convaincue de malversation par le rapport Audiffret-Pasquier, tandis que MM. les préfets de Lyon et de Marseille, ainsi que leurs amis des conseils municipaux qui ont arboré les drapeaux rouges, n'ont été coupables que d'ignorance et de maladresse par rapport aux affaires publiques, dont ils avaient pris la gestion en mains aux époques les plus difficiles.

Mais c'est quelque chose aussi que d'être convaincu d'incapacité pour les fonctions qu'on assume, et la nation a tout autant le droit de le savoir et ses mandataires le devoir de le lui apprendre que quand il s'agissait de dévoiler les actes

qu'on reproche à l'empire. Le parti radical aspire au pouvoir à courte échéance, il se prétend même seul appelé à l'exercer en France; il proclame que l'avenir est à lui et à lui seul; il prodigue les promesses les plus alléchantes et fait valoir des titres qu'il dit irrécusables. Et l'on n'aurait pas le droit, la représentation nationale n'aurait pas le devoir d'examiner ces titres et de dire aux millions de citoyens à qui s'adressent ces promesses: « Voilà ce que ce parti a su faire quand il était au pouvoir, seul, sans conteste; voilà quelles ont été ses capacités administratives; voyez, électeurs, si c'est là ce que vous désirez, si ce sont là les hommes à qui vous voulez confier le repos du pays, votre prospérité et l'avenir de vos enfants? » Aussi le Français nous semble-t-il être dans le vrai lorsqu'il dit:

« Quand la majorité demande à M. Challemeil-Lacour et à ses amis compte de la conduite qu'ils ont tenue, elle ne se venge pas; elle travaille à éclairer le pays. Depuis dix-huit mois, les radicaux profitent d'un régime d'équivoques et de malentendus, et prétendent revenir peu à peu au pouvoir, dont l'indignation publique les a chassés en février et en mai 1871. Il faut porter la lumière sur les ombres dont les partis de révolution essaient de s'envelopper. La commission des marchés ne fait pas de l'histoire et n'est pas animée de l'intérêt d'un parti; elle défend l'ordre social en montrant ce que veulent les radicaux par la révélation de ce qu'ils ont fait, ce qu'ils regrettent, par le tableau des ruines qu'ils n'ont pu achever. L'opportunité et l'importance d'une pareille leçon frappent tous les esprits sérieux. »

On annonce de Versailles que la commission électorale s'est réunie le 31 janvier, sous la présidence du marquis de La Rochette. Une sous-commission avait été nommée pour préparer définitivement les dispositions relatives au domicile.

Son travail, au point de vue électoral, se divise en deux parties. La première comprend les électeurs nés dans la commune, les personnes chargées de fonctions publiques, les ministres des cultes et les officiers ministériels. Pour tous ces électeurs, la majorité de la commission a décidé qu'il suffirait d'être présent dans la commune lors de la confection des listes électorales pour y être inscrit.

Dans la seconde partie de son projet, la sous-commission proposerait, au dire du Temps, d'exiger trois ans de résidence de tous ceux qui ne sont pas rangés dans la première partie, et qui veulent être portés sur la liste. De plus, cette résidence devrait être constatée par l'inscription au rôle de l'une des quatre contributions directes. Cette dernière partie du projet de la sous-commission n'a pas encore été examinée, et l'on croit qu'elle suscitera dans le sein de la commission les discussions les plus graves.

La Chambre des Députés du Reichsrath autrichien s'est occupée le 31 janvier d'une question qui offre un certain intérêt, tant par sa portée spéciale que par les problèmes généraux auxquels elle se rattache. Il s'agissait d'un projet de loi destiné à mettre les salaires des ouvriers et des domestiques à l'abri de la saisie de la part des créanciers, lorsque ces salaires ne dépassent point six cents florins par an. Le projet, qui émane du gouvernement, a rencontré dans la Chambre une certaine opposition, qui s'est traduite, après de longs débats, par une proposition d'ordre du jour. Les adversaires de la loi projetée faisaient valoir pour arguments que tous les citoyens doivent être égaux devant la loi et que le projet gouvernemental créait une espèce de privilège en faveur de la classe ouvrière, qui contribuerait à démolir et à discréditer. On alléguait aussi que, pour être logique, on devrait étendre cette même prérogative au petit commerce, à la petite industrie et à la classe des agriculteurs, ce qui ne serait guère réalisable et que, par conséquent, il valait mieux renoncer à une loi de ce genre. Ces objections ont été vivement combattues par M. Glaser, ministre de la justice, qui a pris chaleureusement fait et cause pour les classes dont le projet a pour but de protéger le travail, et qui a fait ressortir en concluant que la nouvelle loi était destinée à faire disparaître du monde un des « principes à la Shylock » dont l'esclavage du débiteur, dans les temps anciens, et la contrainte par corps dans les temps modernes, étaient la consécration. L'assemblée s'est ralliée à la manière de voir du ministre. La proposition d'ordre du jour a été écartée et c'est hier, mardi, que le projet de loi a dû être discuté en deuxième lecture.

P.-S. — Aujourd'hui encore la poste du matin ne nous est parvenue qu'assez tard dans la soirée, et nous sommes obligés de renvoyer à demain la seconde partie du compte-rendu de la séance tenue le 1^{er} février par l'Assemblée Nationale de France.

Nous extrayons pour ce soir d'une correspondance du Nord le passage suivant, relatif à un incident qui a signalé la fin de cette séance:

« L'incident Carayon-Lacour peut être considéré comme vidé par l'avenue que vient de faire M. Challemeil-Lacour. Il tient pour vraie l'annotation: « Fusillez-moi tous ces gens-là! »

mais il prétend qu'elle se rapportait à la dénonciation d'actes coupables des mobiles de la Gironda, et qu'elle avait, dans un premier mouvement d'indignation, dépassé sa pensée; elle voulait dire: Examinez, vérifiez et réprimez sévèrement. Il maintient que l'annotation peut être justifiée par les faits.

« Une explosion de haines l'accompagne à sa descente de la tribune. Jamais, même dans les Chambres de l'empire, un député, fût-ce M. Rochefort, n'a subi une si écrasante manifestation de la part de ses collègues. »

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE.

Québec, lundi 3 février.

Le palais de justice vient d'être détruit par un incendie. Toutes les archives coloniales, les registres et un grand nombre d'importants documents historiques ont été consumés.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

Les comités réunis du conseil fédéral pour l'armée de terre et les fortresses et pour la comptabilité ont tenu séance le 1^{er} février.

Il s'agit, au dire de la Correspondence Stern, d'un projet de transformation du système actuel des fortresses allemandes, à l'exception de celles de l'Alsace-Lorraine. Un projet émanant du chancelier de l'empire proposerait qu'une somme ronde de 18 millions de thalers, imputable sur l'indemnité de guerre, fût mise à cet effet à la disposition du chancelier pour les années 1873 et 1874, et qu'un crédit annuel de 5 millions, provenant de la même source, lui fût ouvert pour les dix années suivantes. Aux termes du projet dont il s'agit, les fortifications de Spandau et de Custrin seraient agrandies, tandis qu'au contraire les places de Stettin, Minden, Erfurt, Wittenberg, Kassel, Gumbrecht, Colberg et Stralsund seraient déclassées, — les deux dernières sans préjudice des fortifications côtières et des ouvrages élevés dans l'île de Rügen.

PRUSSE. — Le vote du 31 janvier, à la Chambre des Députés, sur la loi d'initiative parlementaire portant modification des art. 15 et 18 de la Constitution prussienne, inspire les réflexions suivantes à la National-Zeitung: « On peut s'estimer heureux et se féliciter des votes du 31 janvier, grâce auxquels la voie est maintenant ouverte aux projets de loi politico-religieuses. Après tout ce qui s'était passé chez nous dans le cours du dernier demi-siècle, on ne pouvait pas espérer une majorité plus considérable. On peut même dire que la force et l'énergie des partis qui veulent rendre à l'Etat ce qui lui appartient sont arrivés à un degré dépassant toute attente et toute espérance. Les ultramontains et les Polonais, principalement intéressés à la lutte, n'ont été secourus que par un petit groupe du parti conservateur. Et c'est à juste titre que nous parlons d'un « petit groupe », si nous pensons à ce qu'était le parti conservateur il y a quelques années seulement.

« Après les élections de 1866, les conservateurs étaient au moins quatre fois aussi nombreux à la Chambre que l'est aujourd'hui le petit noyau qui s'intitule « conservateur » tout court, et qui s'est placé à l'arrière-garde des jésuites. Tous les autres se sont détachés de l'ancienne ligne et se sont constitués sous le nom de conservateurs-libres et de nouveaux conservateurs. Le noyau conservateur, qui au sein de la Chambre, croit représenter, non le pays et la nation, mais « l'ordre divin », se recruta parmi les champions d'un état de choses qui subsiste encore au sein de l'Eglise évangélique prussienne et ne s'est pas plié à l'esprit de l'époque. Aussi voyons-nous que le conseil supérieur de l'Eglise évangélique s'est mis du côté des adversaires des projets de loi politico-religieuses présentés par le gouvernement, bien que ce conseil ne soit qu'une autorité établie pour appliquer les ordonnances émanant des droits du souverain. C'est que certaines opinions sur la souveraineté inviolable et le droit d'autonomie des Eglises ont passé dans ces derniers temps du milieu du camp catholique dans celui du parti évangélique, non moins jaloux de sa foi. Il suffit qu'un conseiller ministériel devienne conseiller de consistorio pour qu'il se croie immédiatement élevé dans une sphère dominante. L'Etat et qu'il se tienne pour assis infaillible au moins qu'un évêque en partibus. Il prend aussitôt une attitude récalcitrante; il critique les lois de l'Etat aussi bien qu'un prêtre romain, — et qu'il a-t-il de plus doux que d'oser un peu froier le pouvoir? De simples mortels s'exposent à être punis en agissant de la sorte, mais quand on a l'avantage d'être une colonne de l'Eglise, on croit bien pouvoir se permettre quelques pites choses impunément! »

La National-Zeitung croit découvrir les causes de prétentions ecclésiastiques dans le laisser-aller des gouvernements et surtout des assemblées législatives, — aussi bien au Parlement de Francfort en 1848 qu'à la Chambre des Députés prussienne, dit-elle, — et dans la fausse opinion de ces assemblées, que les Eglises, telles qu'elles étaient constituées, ne pourraient point faire courir de dangers à l'Etat, ni spécialement menacer sa souveraineté. On a méconnu, — ajoute la feuille libérale, — que l'Eglise catholique surtout n'est ni une communauté, ni une association, mais un véritable Etat, un Etat hiérarchique qui tend à se substituer à l'Etat civil. L'édifice de la Constitution prussienne s'était trouvé contenir même les échafaudages dressés par les Grégoire et les Innocent pour dominer le monde. Les constituants de 1850 avaient tout simplement oublié que les rapports entre l'Eglise et l'Etat devaient être réglés, — que les matières religieuses ne sont pas seulement du ressort de la conscience individuelle, mais

aussi une question d'intérêt public. « Heureusement, — telle est la conclusion de la National-Zeitung, — on peut s'attendre avec confiance à ce que la bonne voie, qu'on vient de trouver, sera et restera la voie que l'on suivra désormais. »

— La Chambre des Seigneurs est saisie d'un projet de loi portant introduction dans la province de Hanovre du règlement cadastral en vigueur dans les autres provinces du royaume.

— C'est aussi le professeur Gneist qui a été nommé rapporteur de la commission des 21 à laquelle a été soumis le projet de loi sur l'Instruction et l'installation des ecclésiastiques. Tous les articles du projet ont été approuvés sans modifications, excepté quatre. A l'art. 20 la commission s'est ralliée à un amendement accepté par le gouvernement et proposé par le conseil supérieur de l'Eglise évangélique, d'après lequel « des arrangements concernant les traitements d'ecclésiastiques sous le coup d'une plainte, ne sont admis qu'avec l'approbation des autorités civiles » (aux termes du projet primitif, ils n'étaient pas admissibles du tout). L'art. 21 a été modifié comme suit: « La condamnation aux travaux forcés, à la perte des droits civils et de la faculté de remplir des emplois publics, entraîne l'incapacité d'occuper un poste ecclésiastique, le retrait des émoluments et la révocation. » D'après l'art. 25 modifié, les étrangers qui remplissent des emplois ecclésiastiques doivent se faire naturaliser dans les six mois, mais, selon les circonstances, le ministre des cultes est autorisé à prolonger ce terme. Enfin, l'art. 26 stipule que la présente loi n'a aucune force rétroactive.

— La commission des chemins de fer de la Chambre des Députés, après avoir — comme nous l'avons dit, approuvé à l'unanimité la construction de la ligne de Berlin-Wetzlar, — a voté aussi, à l'unanimité moins une voix, le projet de construction aux frais de l'Etat de la grande ligne d'Oberhainstein-Trèves-Sierck, dont le montant est fixé à 20,750,000 thalers.

On sait qu'un chemin de fer existe déjà entre Wetzlar et Oberhainstein et que tout ce réseau est destiné à compléter ce qu'on appelle la grande ligne directe d'Eydunkon à Metz.

A la suite de pétitions des villes de Wittlich, Berncastel et Trarbach, la commission invite le gouvernement à construire des embranchements reliant ces localités à la grande ligne directe. De plus, prenant en considération les griefs des provinces orientales de la monarchie, la commission exprime le vœu que pour la prochaine session des Chambres le gouvernement présente un projet de loi sur l'établissement d'un réseau général de chemins de fer de l'Etat dans les provinces orientales.

— De son côté, la commission chargée d'examiner le projet de réforme de l'impôt de classe et l'impôt sur le revenu a fixé à 11 millions de thalers le produit maximum de cet impôt. Le ministre des finances aurait désiré que ce maximum fût fixé à 11,200,000 th., tandis que M. Richter (Hagen), membre de la commission, proposait de le réduire à 10 millions et demi. La proposition à laquelle la majorité de la commission s'est ralliée émanait de M. Rickert.

— De son côté, la commission chargée d'examiner le projet de réforme de l'impôt de classe et l'impôt sur le revenu a fixé à 11 millions de thalers le produit maximum de cet impôt. Le ministre des finances aurait désiré que ce maximum fût fixé à 11,200,000 th., tandis que M. Richter (Hagen), membre de la commission, proposait de le réduire à 10 millions et demi. La proposition à laquelle la majorité de la commission s'est ralliée émanait de M. Rickert.

— De son côté, la commission chargée d'examiner le projet de réforme de l'impôt de classe et l'impôt sur le revenu a fixé à 11 millions de thalers le produit maximum de cet impôt. Le ministre des finances aurait désiré que ce maximum fût fixé à 11,

D'abord il s'agit de M. Geneste. Il a été révoqué par M. Challeme-Lacour. Il a été trouvé insuffisant. Il n'a pas été réélu par ses soldats, et il a cru devoir se retirer; il aurait pu rester, mais il avait le droit de se retirer. Le commandant Duchêne déclare qu'il avait disparu. Ce mot a été trouvé dans les rapports militaires, et M. Blavier a rappelé l'expression. Quant aux noms Moulinié et Malicki, l'un a été condamné au bagne sous l'empire, l'autre Malicki, M. Challeme-Lacour a déclaré que de l'avoir occupé c'était une faute. Le rapporteur n'a pas dit autre chose. Quant aux prétendus garibaldiens engagés à Marseille, ils étaient des garibaldiens véritables comme les autres. Des actes provenant de leur commandant indiquent ce qui dit dans une lettre Bordeaux, chef d'état-major de Garibaldi à l'armée des Vosges, qu'il n'a eu aucun rapport avec les vengeurs et les Malicki, lesquels ont eu seulement des rapports avec les Frappoli et les Ballehache. Cependant il les connaissait et sa lettre ne dément rien au fond.

M. Blavier rappelle ensuite les souffrances qu'ont endurées les soldats sans souliers. Il a rendu hommage à ces soldats, mais la commission s'est élevée contre ceux qui les ont envoyés à la mort, quand il est évident qu'on ne pouvait plus soutenir la lutte. La commission a été mise en une sorte d'assession par M. Challeme-Lacour à ce propos. La commission a rempli son devoir de juge et elle l'a fait sans insinuation et sans sous-entendu. Est-ce que la France n'est pas intéressée de savoir comme tout s'est passé afin de la mettre en garde et qu'elle n'accepte plus sur parole ceux qui prétendent la commander?

On a dit qu'il ne fallait pas jurer les faits isolément, mais dans leur ensemble. On comprend les préoccupations des orateurs dans des moments aussi terribles. Mais ce qu'il y a surtout à remarquer, c'est, de la part des dictateurs improvisés, leur suprême dédain pour toutes les règles administratives. Et l'on ne doit pas oublier que c'est de leur autorité privée qu'ils ont agi, et quelques-uns d'entre eux se sont permis, sans rien connaître à la guerre, d'imposer des plans à nos généraux. Ils l'ont prise opiniâtrement et l'ont opiniâtrement conservée. (Applaudissements réitérés.)

M. DE SÈGUR vient défendre son rapport injustement attaqué; on l'accuse d'avoir tronqué une pièce; or, la pièce en question est entre les mains de tous les membres de l'Assemblée, chacun la connaît; une tentative de mutilation eût donc été non-seulement une maladresse, elle eût été inutile. C'est donc bien à tort que M. Challeme-Lacour a formulé ce reproche. Quant à la question financière de l'administration municipale de Lyon, ce n'est pas à la légère que la commission des marchés l'a accusée d'être irrégulière et frivole. Il est acquis, en effet, que la municipalité de Lyon n'a jamais exigé la production des pièces justificatives des dépenses. Est-ce là de la comptabilité bien ordonnée?

Quant aux sabres-baïonnettes, pourquoi, au lieu de s'adresser à des intermédiaires, ne les avoir pas demandés directement à Saint-Etienne, qui n'est pas loin de Lyon? En ce qui concerne l'affaire Favier, le rapport s'est borné à relater les faits tels qu'ils se sont passés. Pouvait-il les dissimuler ou les dénaturer? Au reste, M. Challeme-Lacour lui-même a reconnu que Favier était un escroc et réputé pour tel. Relativement aux cartouches, M. Challeme-Lacour a allégué l'impérieuse nécessité de conclure ce marché. Or, M. Leconte, président de la commission d'armement, a formellement contesté cette nécessité. Qu'est-il arrivé? Le trésor a perdu 100,000 francs net. On a encore accusé le rapporteur d'avoir passé sous silence les légions d'Alsace-Lorraine.

Certes, la commission ne met pas en doute la bravoure de ces légions ou leur envie de se battre; mais elles n'ont été prêtes qu'après la guerre. Quant à leur équipement, puisqu'on a appelé l'attention sur ce point, il a été, comme celui des légions du Rhin, très-incomplet et très-insuffisant.

Est-ce là encore de la bonne administration? La commission instituée par M. Challeme-Lacour lui-même a constaté notamment qu'en toute occasion on avait négligé de recourir à l'adjudication publique. De là un équipement très inférieur. Est-ce ainsi que l'on pouvait préparer la guerre à outrance?

Les hommes étaient mal vêtus et mal chaussés. Les équipements avaient été fournis dans des conditions déplorables. Ce n'est pas nous qui disons cela, ce sont les membres de la commission d'habillement, nommée par M. Challeme-Lacour. Le préfet avait-il aussi le droit de livrer les ateliers nationaux à des franc-tireurs que personne ne connaissait et qui étaient plus que suspects?

M. ROUVIER. Vous insultez des Français. M. DE SÈGUR. De quoi se composait donc le régiment d'Égalité de Marseille? De déserteurs de l'Italie et de la Grèce... Ah! oui, les franc-tireurs! Ils n'ont pas vu souvent l'ennemi; mais nous les avons retrouvés derrière les murs de Paris pendant la Commune... On se plaint qu'on ne les ait pas habillés ni suffisamment armés... Mais ces fusils que vous leur avez donnés, ils s'en sont servis à Paris pour égorger nos soldats! (Applaudissements prolongés à droite. — Protestations à gauche.)

M. Challeme-Lacour n'avait pas non plus le droit de tolérer que son conseil municipal institué des impôts interdits par le gouvernement. C'est la violation de toutes les lois connues... Il ne devait pas non plus tolérer que le conseil municipal fit des marchés et envoyât des agents spéciaux à l'étranger pour conclure ces marchés... Et quels marchés? La commune de Lyon a acheté 30 fr. de fusils qui venaient d'être refusés à 16 fr. par le gouvernement... Elle a aussi voulu faire des canons. Ces canons n'ont été coulés sur aucun type connu, et ils étaient altérés chimiquement par le tir.

Ah! il y avait fallu des inventions nouvelles. Vous inventez la mitrailleuse Ribier, dont les garibaldiens eux-mêmes n'ont pas voulu, et qui n'a jamais tiré que sur ses serviteurs... Vous inventez le camp roulant... C'est de la stratégie renouvelée des Perses... Vous inventez aussi le sac-bouchier. Toutes ces inventions ont été condamnées par le ministre de la guerre.

Le sac-bouchier pesait six kilogrammes de plus que celui de nos soldats, et les hommes qui le portaient ne pouvaient plus remuer les bras... Mais cela ne fait rien... La commune de Lyon a fait ce qu'elle a voulu et a bien proclamé son intention de faire de même à l'avenir.

On nous dit qu'il fallait tenir compte des circonstances. Mais nous l'avons fait. Nous ne vous demandons pas un blâme, mais nous vous prouvons manqué de vous signaler une aussi mauvaise gestion. (Applaudissements redoublés à droite. — Les applaudissements redoublent au moment où M. de Sègur regagne son banc.)

M. FERROUILLAT. Après le discours éloquent que vous avez entendu (Très bien à droite) et que nous avons applaudi hier (Désappointement à gauche). — Rires et applaudissements à gauche). M. tâche assez considérablement simplifiée si la ville de Lyon n'avait une si grande part dans ce débat.

Il ne s'agit pas ici d'une question bonne ou

mauvaise, de marchés avantageux ou onéreux, il s'agit d'une grande ville qui a concouru à la défense nationale (Protestations à droite). Ceux qui se sont le plus dévoués pour cette défense ont été élus. Ce verdict du suffrage universel commandait peut-être à la commission de traiter avec plus de réserve ceux qui avaient déjà reçu un certificat d'approbation de leurs commettants. (Protestations énergiques à droite. — Applaudissements à gauche.)

La ville de Lyon, qui a tout payé, dit à l'Etat: « Remboursez-nous. » Et vous en profitez pour nous demander une résolution de principes qui peut avoir une influence dans le débat entre le ministre et la ville. Ne sentez-vous pas la portée d'une pareille résolution? Elle porterait atteinte ou à la dignité de la justice, ou à celle de cette Assemblée. (Très bien à gauche.)

Vous enquêtez à vos solennels, vous l'avez fait sur ce qui est, à vos yeux, une collection de méfaits, passant leur temps à faire croquer des serrures. (Rires à droite.)

Eh bien! sous le despotisme de ces soixante dictateurs, y a-t-il eu une goutte de sang répandu?

M. DE SÈGUR. Y a-t-il eu une loi qui n'ait pas été violée?

M. FERROUILLAT. Les membres de la commission municipale qui ont gouverné Lyon pendant vingt-deux ans, au désaveu de la population, ont-ils été présentés? (Indignation à droite). Mes paroles vous étonnent... Au lendemain des coups d'Etat, les choses ne se passent point ainsi! (Très bien à gauche.)

Il faut savoir se souvenir, messieurs, et il y a souvent trop d'indulgence dans cette Assemblée pour ces temps-là... A-t-on pu convaincre les hommes du comité de salut public de dilapidation?

M. LE BARON CHAUVAUD. Oui.

M. FERROUILLAT. Non. La commission n'a pas relevé contre le comité de salut public un seul fait de dilapidation. Les dépenses ont été régulières, et toutes sont prouvées par des pièces justificatives et authentiques... Malgré tout votre désir, vous n'avez pu prouver le contraire; les pièces sont là...

A droite. — Où sont-elles?

M. FERROUILLAT. Des travaux ridicules, voilà comment la commission veut présenter les travaux du conseil municipal.

Nous ne voulons pas la dislocation de la patrie; nous avons contribué à la défense par nos forces et par notre argent. Aucune idée fédéraliste ne se faisait jour à Lyon.

A droite. — Et le drapeau rouge?

M. FERROUILLAT. J'arrive aux marchés.

La commission ne croit pas que des marchés d'approvisionnement puissent être considérés comme œuvre de défense nationale. Je puis me tromper, mais je crois bien qu'elle plonge dans l'erreur. Les approvisionnements sont aussi importants pour une armée que des fusils.

On ne doit pas seulement donner des armes à des soldats, il faut aussi leur donner du pain. Je ne discuterai même pas ce point, laissé en doute par la commission. Tout le monde a déjà pu juger la question.

La commission ne conteste pas les travaux exécutés aux fortifications. Elle se borne à dire que tout ce qui a été fait a été mal fait. J'invoquerai comme précédent les chantiers nationaux de 1848.

Passons à la fabrication des cartouches Chassepot. On nous dit, dans le rapport, que nous avons établi cette fabrique malgré la défense de l'Etat. Je ne répondrai qu'un mot: Cette défense n'a pas été maintenue. La fabrique des cartouches Chassepot de Lyon a été fort bien gérée et administrée.

Si la commission examinait mieux avant de juger aussi sévèrement, elle aurait pu se convaincre de la parfaite régularité des comptes... Je suis vraiment peiné de devoir m'occuper de pareils détails devant une Assemblée aussi distraite et aussi fatiguée...

A gauche. — Parlez! parlez!

A droite. — A demain! à demain!

M. FERROUILLAT. Je ne suis pas fatigué, mais si l'Assemblée veut remettre à demain... (Non! non!) Je parlerai donc de la fabrication de cartouches. Le plomb manquait, nous en avons donc acheté, et vous savez que nos comptes sont exacts, puisque vous n'en parlez même pas.

La vérité est que les circonstances nous ont forcés d'acheter plus cher que dans les circonstances normales. Quand on voulait faire un rabais de 25 centimes, le vendeur vous tournait le dos.

M. FERROUILLAT. Arrivons à la fabrication de nos mitrailleuses. Nous avons, avant de les faire fabriquer, demandé l'avis de personnages compétents. Le général de Bressolles nous a encouragés à les faire fabriquer. Nous n'attendons que son assentiment. Nous nous sommes mis à l'œuvre sans tarder.

Les canons qui n'étaient pas assez avancés n'ont pas été achevés. On nous dit qu'ils sont mauvais, nos canons. Ce sont ceux de M. le colonel Reffey, mais l'outillage manquait. Mais nous en avons fait d'autres, et ceux-là ont été jugés bons.

Ce sont les canons que nous avons fait faire sur le modèle des canons de la marine. Un des canons a éclaté, c'est parce qu'on l'a essayé avec de la poudre qui n'était pas de la poudre comprimée. Comment eût-il été possible que les canons eussent éclaté à Nevers et pas à Lyon?

M. FERROUILLAT continue, au milieu des interruptions fréquentes de la droite, à défendre l'administration de la ville de Lyon.

La séance est levée à sept heures.

Séance du 1^{er} février.

La séance n'est ouverte qu'à 1 h. 35 m. Les députés arrivent lentement et les tribunes se garnissent avec moins de rapidité que d'habitude.

Le procès-verbal, qui est lu par M. Desjardins, donne lieu à une protestation de M. MARTIAL DELPIT contre un passage du discours de M. Ferrouillat où la commission d'enquête est accusée d'avoir fait, dans son rapport, des insinuations malveillantes.

M. FERROUILLAT reconnaît qu'il a confondu M. Valentin, successeur de M. Challeme-Lacour, avec M. Pascal, qui a précédé M. Cantonnat. M. LAMBERT DE SAINT-CHROIX déclare que M. Pascal s'est prononcé, dans un rapport qui est au ministère de l'intérieur, contre les réclamations de la ville de Lyon que M. Ferrouillat a essayé hier de justifier.

Le procès-verbal est adopté.

M. LE COMTE RAMPOUT a la parole pour un fait personnel.

Il s'est rendu à Lyon à la tête d'un bataillon de mobiles. Il est témoin que M. Ferrouillat a combattu les idées séparatistes d'une partie de ses collègues de l'ancien conseil municipal de cette ville.

Mais il ajoute que le meilleur moyen de montrer qu'on les désapprouvait, c'est d'arracher du balcon du préfet et de l'hôtel de ville le drapeau rouge qu'on y avait arboré et qui ne rappelle que les plus mauvais jours de la révolution.

M. le comte Ramput proteste également avec énergie contre la faiblesse et l'incertitude de ceux qui ont laissé à la Commune de Paris le temps d'arborer dans Paris ce même drapeau rouge.

Il descend de la tribune au bruit des applaudissements de la droite.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des conclusions du rapport de M. de Sègur sur les marchés de Lyon.

M. ORDINAIRE a la parole sur les questions spéciales qui concernent l'armée des Vosges. Des premiers mots M. Ordinaire soulève diverses protestations et des réclamations énergiques en disant qu'il désignera de répondre aux interpellations et aux interruptions passionnées et systématiques de la droite.

Dans le cours de la justification des traités qui concernent la formation de l'armée des Vosges, une attaque malheureuse contre la commission des marchés, qu'il accuse de trop d'indulgence envers deux individus mêlés à ces traités, amène un incident dont le nom de Bordeaux fait tous les frais.

M. Ordinaire est forcé de reconnaître que Bordeaux a subi une condamnation correctionnelle.

M. Ordinaire prononce son discours au milieu d'incessantes agitations provoquées par un langage acerbe et provoquant non moins que par l'étrangeté de ses explications et la partialité des éloges qu'il décerne à l'armée des Vosges.

Le discours de M. Ordinaire est en somme une glorification de l'armée des Vosges en général, et spécialement de Garibaldi.

M. PERROT succède à M. Ordinaire. Il proteste énergiquement contre cette glorification. Il accuse Garibaldi d'avoir nu à l'intérêt de la France pendant la guerre et il l'annonce que cela sera prouvé par des documents émanés du cabinet de M. Gambetta et par des dépêches de M. Challeme-Lacour lui-même.

Il résume son opinion en déclarant que lorsque la lumière sera complètement faite, on reconnaîtra que l'on avait confié au général Garibaldi un poste dont il n'était pas digne.

Une profonde agitation se manifeste à ce langage, contre lequel la gauche s'irrite avec violence.

A 2 h. 40 min., M. LE DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER monte à la tribune pour prendre la défense de la commission des marchés à laquelle on a adressé des reproches contraires.

Il rappelle qu'elle est née d'un mouvement de l'opinion publique et que c'est le gouvernement qui en a demandé la nomination.

Il rappelle ensuite que lorsqu'il s'est agi des marchés passés sous le régime impérial, la commission des marchés a eu l'approbation unanime. Le mérite-elle moins parce que maintenant elle s'occupe des marchés passés sous le régime républicain?

On nous reproche de faire de la politique, dit-il, parce que nous nous inquiétons des agissements du parti qui a arboré à Lyon le drapeau rouge, mais si le contraire fut arrivé dans l'Ouest, si on y eût arboré le drapeau blanc, que nous n'eussions pas relevé et condamné ces pratiques qui auraient jeté la division parmi nous, quels sanglants reproches ne nous auriez-vous pas adressés?

Une double salve d'applaudissements couvre ici la voix de M. le duc d'Audiffret-Pasquier. Le fait est produit lorsque, répondant aux éloges que l'on se donne dans le parti de M. Gambetta, il s'écrie :

Il y a patriotisme lorsqu'on se dévoue soi-même, lorsqu'on sacrifie sa fortune, lorsqu'on expose sa vie, mais non lorsque l'on expose la vie des autres, lorsque l'on sacrifie la fortune des autres, lorsque l'on dévot les autres aux périls et aux souffrances de la guerre.

M. le duc d'Audiffret-Pasquier poursuit son éloquent et vigoureux réquisitoire aux applaudissements répétés et continuels de la presque totalité de l'Assemblée, vivement émue, profondément impressionnée par ce langage sincère et honnête.

La séance continue.

Le ministre de la guerre vient d'adresser la circulaire suivante aux généraux commandant les divisions militaires et aux préfets :

« Paris, 17 janvier 1873.

« Sur la demande qui m'en a été faite par un certain nombre de préfets, j'ai arrêté les dispositions suivantes pour l'inscription sur les tableaux de recrutement de la classe 1872 des jeunes gens nés en 1852 sur le territoire cédé à l'Allemagne et qui ont conservé la qualité de Français :

« 1^{re} Les jeunes gens, même engagés dans l'armée française, dont les familles sont venues se réfugier en France, seront inscrits dans la commune où résident actuellement leur père, mère ou tuteur (loi du 27 juillet 1872, article 10) ;

« 2^e Les jeunes gens dont les familles expatriées se sont fixées en Algérie ou à l'étranger seront inscrits dans la commune dont leur père, mère ou tuteur, ou eux-mêmes, à défaut de leurs parents, devront faire choix à cet effet ;

« 3^e Enfin les jeunes gens dont les familles sont demeurées sur le territoire cédé, mais qui, ayant, au moment du tirage, atteint l'âge de la majorité, seront reconnus par l'autorité civile avoir conservé la nationalité française, pourront être admis à participer au tirage du canton qu'ils auront eux-mêmes désigné.

« Un grand nombre de ces jeunes gens servant déjà comme engagés volontaires, je prie MM. les généraux commandant les divisions territoriales et actives de faire porter la présente circulaire à la connaissance des intéressés par la voie de l'ordre.

« Recevez, etc.

« Le ministre de la guerre, « Général E. DE CRISSEY. »

— On lit dans l'Avenir national :

« On assure que l'interpellation qui va être portée à la tribune au sujet des documents diplomatiques soustraits aux archives du ministère des affaires étrangères par M. le duc de Gramont, atteindra également M. Rouher, qui avait emporté, comme on sait, des pièces très importantes à son château de Cerçay, pièces qui ont été enlevées par les Prussiens. M. Rouher a dû en être averti par l'un des députés bonapartistes de l'Assemblée, qui l'a engagé à se défendre à la tribune. Mais on doute généralement que M. Rouher vienne répondre aux questions qui lui seront adressées à ce sujet. »

— On a lu, dit le Temps, la note de la Gazette des Tribunaux, concernant les arrestations qui ont été opérées ces jours derniers à Montmartre. Cette note déclare que onze personnes seulement ont été arrêtées pour affiliation à l'Internationale. C'est maintenue en état d'arrestation que la Gazette des Tribunaux aurait dû dire. Des renseignements nouveaux nous permettent en effet de confirmer ce que nous avions dit, il y a quelques jours, au sujet de ces arrestations. Un grand nombre de personnes ont été arrêtées, seulement la plupart ont été relâchées presque aussitôt.

On nous assure que l'Officiel doit reproduire la note de la Gazette des Tribunaux, en l'accompagnant de quelques explications. (Le Temps)

— MM. Eugène Tallon, de Donald et Emile Lenoël viennent de déposer sur le bureau de l'Assemblée une proposition qui va causer un certain émoi parmi les directeurs de circonscriptions, de spectacles forains et les acrobates.

La pensée de ce projet s'est présentée à l'esprit de ses auteurs à la suite de l'étude des mesures proposées par la commission sur le travail des enfants.

« Grande-Bretagne. »

On lit dans une correspondance adressée de Paris à l'Indépendance belge :

« Les nouvelles de Chislehurst n'indiquent pas que l'accord règne dans les conseils du parti bonapartiste. Il y a toujours division ; le

« Il nous a semblé, disent-ils dans un exposé des motifs, qu'il ne suffisait pas de protéger l'enfance contre l'abus du travail excessif que lui imposaient des patrons inhumains ; l'œuvre serait incomplète si l'on ne songeait également à la mettre à l'abri de la cupidité qui la vole parfois des langes le plus tendre à des métiers immoraux ou avilissants et la détourne du but utile que doit atteindre toute existence humaine.

« Il nous paraît nécessaire aussi de protéger les mineurs contre les habitudes de vagabondage et de mendicité que leur impriment ceux sous l'autorité desquels ils sont placés.

« L'enfant employé dans la grande industrie y trouve le plus souvent la direction générale et éclairée d'hommes sages et de leurs dévoués ; et si la comme ailleurs son sort inspire un légitime intérêt et appelle l'attention du législateur, on n'a pas du moins à redouter, de la part de ceux qui ont autorisé sur lui, les mauvais exemples et les excitations perverses, causes ordinaires d'une démoralisation précoce.

« Mais, au contraire, de quelles douloureuses préoccupations ne se sent-on pas pénétré à la vue de ces malheureux petits êtres placés par leur condition, ou même par la faute de leurs parents, sous la conduite de gens pratiquant des métiers abjects et se livrant à des spéculations dont l'effet inévitable est de les pousser à une irréparable dégradation !

« C'est, on ne saurait le méconnaître, un spectacle bien digne de pitié et de nature à exciter la vigilante sollicitude du moraliste et du législateur de voir encore, au mépris des lumières de la civilisation, un nombre considérable d'enfants exploités, les uns par des troupes ambulantes de mendiants ou de bohèmes, les autres par des directeurs de spectacles forains ou de cirques, des saltimbanques ou montreurs de curiosités, subissant des traitements brutaux, élevés au milieu de désordres de tout genre, vivant parfois dans une promiscuité honteuse, condamnés enfin à marcher dans une voie fatale qui, par les divers degrés de l'ignorance du vice, peut mener au crime.

« Les parents de ces malheureux enfants sont souvent complices de ces abus odieux ; une complète indifférence et l'oubli des devoirs les plus sacrés les entraînent à les livrer à des exploiters de profession pour se dégrader des soins d'une éducation dont la charge leur semble trop lourde, ou bien, cédant aux mauvais conseils de la misère, ils reçoivent une somme d'argent pour prix de cet abandon.

« Nous estimons, quant à nous, que la loi pénale ne saurait rester désarmée en face de ces criminelles spéculations et que la société ne doit pas perdre de vue, en les tolérant, les grands devoirs qui lui imposent la protection de l'enfance.

« On le constate cependant à regret, notre législation est muette sur ce point, par conséquent impuissante à la répression d'abus révoltants... »

« Il est donc temps de combler ces lacunes de notre législation ; on ne nous accusera pas de céder, en essayant de le faire, à un sentiment exagéré de sollicitude pour l'enfance, car, aux considérations d'humanité qui nous déterminent, nous pouvons ajouter l'exemple de législations étrangères qui nous ont devancés dans cette voie morale et progressive... »

« Les mesures tutélaires que nous réclamons auront ce double effet : elles favoriseront le développement physique d'une nombreuse catégorie d'enfants, en prévenant l'abus de leur force ; elles faciliteront aussi leur progrès moral et intellectuel, en les détournant d'une existence vouée d'avance à l'asservissement et à la démoralisation... »

Voici maintenant les dispositions du projet de loi présenté par M. Eugène Tallon et ses collègues :

« Art. 1^{er}. L'exhibition publique des enfants âgés de moins de seize ans dans les spectacles forains et les cirques est expressément interdite.

« Art. 2. Les pères et mères qui abandonneront leurs propres enfants, les tuteurs qui abandonneront leurs pupilles âgés de moins de seize ans aux directeurs de spectacles forains ou de cirques, saltimbanques, acrobates et montreurs de curiosités ;

« Ceux qui les engageront dans des troupes ambulantes, ainsi que ceux qui les placeront sous la conduite de gens faisant métier de la mendicité ou vivant en état de vagabondage. « Seront passibles des peines portées en l'article 352 du code pénal.

« Le maximum de la peine sera appliqué toutes les fois que l'abandon ou l'engagement de l'enfant aura été consenti par le père, mère ou tuteur moyennant une somme d'argent.

« Art. 3. Quiconque aura provoqué des enfants de moins de seize ans à quitter, même du consentement de leurs parents ou tuteurs, le domicile de ceux-ci, pour suivre des individus se livrant aux métiers désignés en l'article 2 de la présente loi, sera passible des peines portées en l'article 352 du code pénal.

« Art. 4. Tout individu qui se livrera à l'exploitation de mineurs âgés de moins de seize ans, par des exhibitions ou des exercices acrobatiques sur les places publiques et dans les spectacles forains et cirques, ou qui les excitera habituellement à la mendicité, sera passible des peines portées en l'article 334 du code pénal, § 1^{er}.

« Si le délit est commis par les parents ou tuteurs des enfants, ils seront passibles des peines portées au paragraphe second du même article.

« Art. 5. Quiconque soumettra, dans des lieux privés ou publics, des enfants âgés de moins de seize ans à des exercices acrobatiques exigeant la dislocation des membres, leur fera soulever des fardeaux excessifs ou les exposera d'une manière quelconque à des tours de force périlleux.

« Sera passible des peines portées en l'article 311 du code pénal.

« Le maximum de la peine sera appliqué si le délit a été commis par les parents ou tuteurs des enfants.

« Art. 6. Les autorités municipales devront refuser toute permission d'ouvrir leurs spectacles ou de donner des représentations sur les places publiques aux directeurs de spectacles forains ou cirques, saltimbanques, acrobates et montreurs de curiosité qui exhiberaient des enfants âgés de moins de seize ans.

« Elles devront en outre requérir des individus susdésignés et de tous autres conduisant des troupes ambulantes ou menant une vie nomade la justification de l'origine des enfants placés sous leur direction.

« A défaut de cette justification, l'autorité municipale en donnera avis au parquet pour qu'il prenne les mesures nécessaires à la constatation de l'origine et à la protection de ces enfants.

« Art. 7. La présente loi sera affichée dans toutes les communes où se tiennent des foires et marchés, sur la place où ils ont lieu, ainsi que dans les bureaux de police ; et ce sans préjudice des voies ordinaires de publication. »

« Danemark. »

Copenhague, 23 janvier. — Sur la grande place, devant le château de Christiansborg, sera élevée une statue équestre de Frédéric VII, prédécesseur du roi régnant. La mémoire du roi défunt est très-vénérée ; ce fut lui qui se dévoua spontanément au pouvoir absolu, en signant la Constitution du 5 juin 1849, et son caractère et sa personne accessible lui acquiescent une rare popularité. Aussi le peuple a-t-il élevé en beaucoup d'endroits des monuments commémoratifs pour témoigner sa reconnaissance, et leur inauguration a donné lieu à des fêtes populaires et à des discours dans lesquels on récapitulait tous les bienfaits du roi. La capitale n'a pas voulu rester en arrière de ce mouvement, et il y a déjà longtemps qu'une souscription a été ouverte pour le monument en question, et s'il n'a pas été érigé plus tôt, la cause en est due à des circonstances accidentelles. Le piédestal de ce colossal monument est maintenant achevé, et on y a enfoncé une caisse contenant les quatre médailles frappées sous Frédéric VII, le catalogue de l'exposition Scandinave et un rapport sur l'histoire de la statue. Deux des quatre médailles ont été exécutées pour perpétuer le souvenir de la Constitution, la troisième émette en l'honneur des volontaires suédois et norvégiens qui prirent part à la guerre de 1848 à 1850, et la quatrième en mémoire d'une visite solennelle du roi Charles XV à Frédéric VII en 1861. Le rapport mentionne que la statue très-réussie est due au feu sculpteur Bissen, le meilleur élève de Thorvaldsen, coulé en bronze, et enfin ciselée par son fils, M. Guillaume Bissen.

« Italie. »

La Chambre des Députés s'est occupée, dans sa séance du 28 janvier, d'une interpellation adressée par M. Lazzaro au ministre de l'intérieur relativement à des déclarations de conseils provinciaux et communaux en l'honneur de Napoléon III.

Voici, d'après l'Italie, le compte-rendu de cet incident parlementaire :

M. LAZZARO. Tout le monde sait que des conseils communaux ont voté des adresses, et ont ouvert des souscriptions pour élever un monument à Napoléon III. Je n'entends pas que la liberté des communes soit entravée. Mais il est également vrai que le ministère a interdit aux conseils communaux et provinciaux de prendre des délibérations politiques. On doit savoir à quoi s'en tenir. Qu'on laisse, si l'on veut, aux communes la plus grande liberté, mais qu'on ne tombe pas en contradiction. Une explication du ministre est donc nécessaire.

M. LAZZARO. M. Lazzaro sait quelle interprétation on doit donner à la loi communale et provinciale sur les délibérations des conseils communaux et provinciaux. Il a parlé de contradictions dans l'interprétation de la loi et a cité des délibérations votées à l'occasion de la mort de Napoléon III. Je crois avoir assez prouvé par ma conduite que j'entends faire respecter la loi.

Celle-ci est claire. Elle cite les délibérations qu'on doit approuver et celles qu'on doit annuler. M. Lazzaro a parlé de délibérations annulées par ordre ministériel. J'ai toujours vu qu'on devait annuler les délibérations par lesquelles on approuve un acte politique contraire à nos institutions.

Celles relatives à la mort de Napoléon III ne m'ont pas paru devoir être annulées. (Rumeurs à gauche.)

M. CRISPI. Mais, pour Mazzini, oui. (Cris à gauche. Interruptions à droite.)

M. LAZZARO. Pour Napoléon III, il s'agissait d'exprimer la gratitude...

M. CRISPI, FABRIZI et MORELLI apostrophent le ministre au milieu des plus grandes rumeurs.

M. LAZZARO. Je dis que l'Italie a voulu se

En vente chez E. MELLIER, libraire de la Cour Impériale,

au pont de Police, maison de l'église hollandaise, à Saint-Petersbourg.

ABONNEMENT POUR 1873 AUX JOURNAUX ET PUBLICATIONS PÉRIODIQUES SUIVANTS: MODES, TRAVAUX POUR DAMES ET COIFFURE.

Français.

AQUARELLE-MODE (L.), 48 numéros en 12 livraisons. Contenant une feuille de texte et une figurine à la main. Prix 18 r.; pour l'intérieur 21 r.

AQUARELLE-MODE MINIATURE, 52 num. Prix 7 r. 50 c.; pour l'int. 10 r.

BOITE A OUVRAGE, Journal spécial des travaux d'aiguille et des modes de Paris. 12 num. Prix 1 r.; pour l'int. 1 r. 75 c.

BON TON (L.), Journal de modes, littérature, beaux-arts, 48 numéros. Prix 13 r.; pour l'int. 15 r. 50 c.

COIFFEUR EUROPEEN (Le), Journal mensuel de l'art du coiffeur. 12 num. Prix 6 r.; pour l'int. 7 r. 50 c.

CONSEILLER DES DAMES ET DES DEMOISELLES (Le), Journal d'économie et de travaux à l'aiguille. L'abonnement part de novembre, 12 numéros in-8°. Prix 4 r. 50 c.; pour l'intérieur 6 r.

CONSEILLER DES FAMILLES (Le), Modes, travaux à l'aiguille, économie domestique, etc. 12 numéros. Prix 6 r.; pour l'intérieur 7 r. 75 c.

CONSEILLER UNIVERSEL (Le), Moniteur des familles, modes, travaux à l'aiguille et patrons. 12 numéros. Prix 5 r. 50 c.; pour l'int. 7 r. 25 c.

CORBEILLE (L.), 24 gravures de modes, 80 toilettes, robes, lingeries, nouveautés. 12 numéros. Prix 3 r. 75; pour l'int. 5 r.

COURRIER DE LA MODE (Le), Journal des dames et des demoiselles. 52 numéros. Prix 11 r.; pour l'int. 13 r. 50 c.

CHOIX DU MONITEUR DE LA MODE (L.), 12 numéros contenant chacun 2 jolies gravures de mode, 4 feuilles de grands patrons dans l'année. Gravures spéciales pour lingeries. Prix 4 r. 50 c.; pour l'int. 6 r.

ÉLÉGANCE PARISIENNE (L.), revue illustrée et artistique de la mode, 48 numéros par an, chaque numéro contient 2 figurines à l'aquarelle. Prix 18 r.; pour l'int. 22 r.

LA MÈME, 24 numéros. Prix 9 r.; pour l'intérieur 11 r.

ÉLÉGANT (L.), Journal général des tailleurs. 12 numéros, avec 12 grandes gravures et des patrons de grandeur naturelle. Prix 5 r.; pour l'int. 7 r.

FEMME ET LA FAMILLE (La), et le journal des jeunes personnes, journal de la vie domestique. Édition mensuelle. 12 livraisons avec gravures de modes, dessins de broderies, etc. Prix 6 r.; pour l'int. 8 r.

GAZETTE ROSE (La), Revue de la littérature et des modes. 24 numéros in-4°. Prix 9 r.; pour l'int. 10 r. 75 c.

HAUTE NOUVEAUTÉ DE PARIS (La), journal mensuel avec gravures et modèles de confection, donnant les modes les plus nouvelles et les plus riches de la fashion parisienne. Grande édition, 12 numéros par an, avec 4 à 5 gravures dans chacun. Prix 15 r.; pour l'intérieur 18 r.

LA MÈME, Petite édition, 12 numéros par an, avec 2 gravures dans chacun. Prix 9 r.; pour l'int. 11 r.

ILLUSTRATION DE LA MODE, avec nombreuses gravures de modes en noir, et une gravure coloriée. 12 numéros. Prix 2 r. 50 c.; province 4 r.

JOIE DU FOYER, modes, éducation, beaux-arts, littérature, 24 numéros avec gravures de modes. Prix 6 r.; pour l'intérieur 7 r. 50 c.

JOURNAL DES CHAPELIERES, revue fashionable des hommes du monde. 12 numéros avec 2 gravures de modes et un grand patron de casquettes. Prix 7 r.; prov. 9 r.

JOURNAL DES COIFFEURS (Le), Contenant environ 100 coiffures par an. 12 numéros in-8°. Prix 4 r. 50 c.; pour l'int. 6 r.

JOURNAL DES DAMES ET DES DEMOISELLES (Le), Guide complet de tous les travaux des dames. L'ab. part de novembre. 12 numéros in-8°. Prix 3 r. 50 c.; pour l'int. 5 r. 25 c.

LA MÈME, Avec le complément. 24 numéros et 24 gravures. Prix 5 r. 25 c.; pour l'int. 7 r.

LA MÈME, Avec complément et supplément. 24 numéros et 36 gravures. Prix 6 r. 50 c.; pour l'int. 8 r. 50 c.

LA MÈME, Édition spéciale pour tailleuses et confectionneuses. 24 numéros, 24 gravures et patr. découpés. Prix 4 r. 50 c.; pour l'int. 6 r. 25 c.

JOURNAL DES DEMOISELLES (Édition de Paris), 12 numéros in-8°. Prix 4 r. 50 c.; pour l'int. 6 r. 25 c.

LA MÈME, Avec complément. 24 numéros in-8°. Prix 7 r. 50 c.; pour l'int. 9 r. 25 c.

LA MÈME, Avec complément et supplément. 24 numéros in-8°. Prix 10 r.; pour l'int. 13 r. 25 c.

JOURNAL DES MARCHANDS-TAILLEURS, Consacré uniquement aux modes et à l'art du tailleur. 12 numéros avec 12 grav. et 48 patrons. Prix 4 r. 50 c.; pour l'int. 5 r. 50 c.

LINGÈRE PARISIENNE (La), Patrons pour lingeries, bonnets, camisoles, etc. 12 feuilles par an. Prix 3 r.; pour l'int. 4 r.

MAGASIN DES DEMOISELLES (Le), Avec gravures de modes coloriées, gravures sur acier, albums de musique, etc. 12 num. Prix 4 r. 50 c.; pour l'int. 6 r.

LA MÈME, Avec l'annexe composée de 12 numéros. Prix 3 r.; pour l'int. 4 r.

MAGASIN DES FAMILLES (Le), Guide des dames et des demoiselles. 24 numéros avec gravures coloriées ou annexes. Prix 7 r. 50 c.; prov. 10 r.

MODE ACTUELLE (La), Journal professionnel des couturières et des modistes. L'ab. part de novembre. 24 numéros par an contenant

48 grav. de modes et 12 feuilles de patrons. Prix 7 r. 50 c.; pour l'int. 9 r.

MODE DE PARIS, ancien « Illustrateur des dames », Grand journal de modes et de travaux de dames.

1^{re} édition contenant : 52 numéros, 52 planches de modes coloriées, 12 planches de patrons et broderies et 6 tapisseries coloriées. Prix 11 r. 25 c.; pour l'int. 15 r.

2^e édition contenant : 52 numéros de 12 planches de patrons et broderies. Prix 6 r. 50 c.; pour l'int. 9 r.

MODE ANTIQUE, 24 numéros par an, contenant chacun une gravure coloriée de modes. Ces gravures réunies forment à la fin de l'année un charmant album. Prix 9 r.; pour l'int. 13 r. 50 c.

MODE MINIATURE (La), Magasin-bijon illustré, 52 numéros par an contenant 52 miniatures en couleurs, 210 gravures dans le texte reproduisant plus de 400 modèles et 1664 pages de texte, dont 400 consacrées aux modes. Prix 7 r. 50 c.; pour l'int. 9 r. 25 c.

Modes françaises (Les), Journal des tailleurs. 12 num. Grande édition. Prix 11 r.; pour l'int. 12 r. 50 c.

LES MÈMES, petite édition. 12 numéros. Prix 6 r.; pour l'int. 7 r.

MODE ILLUSTRÉE (La), Journal de la famille, modes, beaux-arts, musique, etc. 52 numéros in-folio. Prix 5 r.; pour l'int. 8 r.

LA MÈME, Avec 52 gravures de modes color. Prix 9 r. 50 c.; pour l'int. 12 r. 50 c.

Modes parisiennes (Les), Journal de la bonne compagnie. 52 numéros. In-4°. Prix 12 r. 50 c.; pour l'int. 15 r. 50 c.

Modes vraies (Les), Travail en famille, complément du *Musée des familles*. 12 numéros in-8°. Prix 2 r. 25 c.; pour l'int. 3 r. 50 c.

MONDE ÉLÉGANT (Le), Estafette de la mode. Grande édition littér. et artist. 24 numéros. Prix 8 r.; pour l'int. 10 r.

MONDE ILLUSTRÉ (Le), Journal hebdomadaire avec 24 gravures de modes et texte explicatif, plus 12 feuilles de patrons par an. 52 numéros. Prix 13 r.; pour l'int. 15 r. 50 c.

MONITEUR DE LA COIFFURE (Le), Journal de l'art du coiffeur. 12 numéros et 24 gravures in-8°. Prix 5 r. 50 c.; pour l'int. 7 r.

MONITEUR DE LA MODE (Le), Journal du grand monde. 52 numéros in-8°. Prix 10 r.; pour l'int. 12 r.

MONITEUR DES DAMES ET DES DEMOISELLES (Le), et la broche illustrée réunis. Guide complet des travaux des dames. L'ab. part de novembre. 24 numéros in-8°. Prix 1 r. 50 c.; pour l'int. 6 r. 25 c.

MONITEUR DES NOUVEAUTÉS PARISIENNES (Le), Guide pratique de la toilette des dames. 24 numéros par an, contenant 24 gravures de modes et 12 feuilles de patrons. Prix 5 r. 50 c.; pour l'int. 7 r.

MUSÉE DES TAILLEURS ILLUSTRÉ (Le), Journal donnant les modes de Paris pour les hommes, dames et enfants. 12 numéros avec gravures et patrons. Prix 5 r.; pour l'int. 7 r. 50 c.; Grande édition, 2 gravures. Prix 8 r.; pour l'int. 10 r.

PARIS ÉLÉGANT, Revue du grand monde. 24 numéros, 48 grav. de modes. Prix 9 r.; pour l'int. 10 r. 75 c.

PARIS-MODE, publie 48 numéros par an contenant 48 gravures à l'aquarelle, 12 patrons-modèles; chaque numéro a 8 pages de texte. Prix 3 r.; pour l'int. 4 r.

PARISIEN (Le), journal de modes et de l'art du tailleur. 12 numéros avec gravures et patrons, grande édition. Prix 7 r.; pour l'int. 9 r.

LA MÈME, Petite édition. Prix 5 r.; pour l'int. 7 r. 50 c.

PRINTÈMES (Le), moniteur des modes du monde élégant. Édition complète avec patrons découpés. Prix 7 r. 50 c.; prov. 10 r.

PROGRÈS (Le), journal de l'art du tailleur. 12 numéros avec de grands tableaux gravés. Prix 3 r.; pour l'int. 4 r. 50 c.

REVEUR DE LA MODE, gazette de la famille, 52 numéros et 24 feuilles de patrons. Prix 6 r.; pour l'int. 8 r.

LA MÈME, 52 numéros avec 52 gravures de modes coloriées et 24 feuilles de patrons. Prix 12 r.; pour l'int. 15 r.

SAISON (La), journal illustré des dames, 24 numéros et 12 suppl. avec 1.600 gravures noires, 160 patrons et 400 dessins de broderie. Prix 2 r. 50 c.; pour l'int. 4 r. 50 c.

LA MÈME, Journal illustré des dames. Contenant en sus du précédent 24 gravures coloriées à l'aquarelle. Prix 6 r. 50 c.; pour l'int. 7 r. 50 c.

TAILLEUR DE BRUXELLES (Le), journal de modes et de l'art du tailleur. 12 numéros avec gravures coloriées in-folio. Prix 7 r.; pour l'int. 9 r.

TOILETTE DE PARIS (La), 24 numéros par an. Prix 2 r. 25 c.; pour l'int. 3 r. 50 c.

Anglais.

ENGLISH WOMAN'S DOMESTIC MAGAZINE, Monthly, Price 7 r. 50 c., prov. 9 r. 50 c.

GENTLEMAN'S MAGAZINE OF FASHION, Monthly, Price 6 r., prov. 8 r.

LADIES GAZETTE OF FASHION, Monthly, Price 6 r., prov. 8 r.

LONDON AND PARIS FASHION, Monthly, Price 6 r., prov. 8 r.

YOUNG ENGLISH WOMAN, Monthly, Price 4 r. 25 c., prov. 6 r.

YOUNG GENTLEMAN'S MAGAZINE, Monthly, Price 3 r., prov. 5 r.

YOUNG LADIES JOURNAL, Weekly, Price 3 r., prov. 5 r.

UNE JEUNE fille allemande, munie de bons renseignements, désire se placer comme femme de chambre ou couturière. Quai Gagarine, maison Opotchinine. S'adr. au suisse. 208

LEÇONS D'ANGLAIS théorie et pratique par une Anglaise. S'adresser Nevsky, en face la rue des Écuries, maison n° 23, logement n° 1, Linde. 214

AVIS

On vend avec l'autorisation du physicien de St-Petersbourg de 1862 diverses préparations contre les rats et souris et contre tous les insectes, et on les détruit avec garantie, en quelques heures, dans tous les endroits. Près de la perspective Nevsky, au coin de la Grande Sadovaïa et Tolmazoïa pérouok, n° 15 et 1, magasin chimique Evdokimov, même les fêtes. 224

UN TENEUR DE LIVRES connaît les langues française, russe, allemande, anglaise, et la tenue des livres en partie double, de la manière banque et fabrique, désireait un emploi. — S'adr. NN, rue Mestchanskaïa, maison n° 8, log. n° 21. 218

AN ENGLISH GENTLEMAN from London, engaged as tutor in a first class family, has a par hours disengaged and wishes to give private lessons on moderate terms. Pupils a little advanced preferred. Address Anglia, English Library, n° 10, Admiralty Place. 217

AVIS AUX DAMES.

Achat de tous les articles de toilettes, neufs et d'occasion. — Près du pont d'Antichkov, Troitsky pérouok, maison n° 6, logement n° 3. 223

A LOUER rue Gagarinskaïa, n° 5, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 1^{er} août 1874, pour le prix de 4.000 roubles, un grand appartement au bel-étage, composé de douze chambres, avec cuisine, écurie et remise. Si on le désire, l'appartement peut être loué meublé. S'adr. au portier de 2 à 4 heures. 184

A VENDRE dentelles noires et blanches, batiste, Linon, porcelaine chinoise. — Visible de 11 à 4 h., rue Kabinetskaïa, maison n° 9, logement n° 4. 183

A VENDRE pour cause de départ, garni dans les meilleures conditions et en plein report. S'adr. de midi à 5 h. m. Démidov, au coin de la Sadovaïa et de la persp. Nevsky, au suisse; entrée du comp^t de banque Louré. 180

ON DESIRE avoir un étranger connaissant et parlant le français et l'anglais ou bien le français et l'allemand. Moïka, m. Kassinets, logement n° 4. 213

CHARCUTERIE arrivée ces jours-ci de Paris. Saucisson de Lyon. Bayonne. — Visible de 11 à 4 h., rue Kabinetskaïa, maison n° 9, logement n° 4. 183

50 dans la cour du marché Apraxine, près l'école Kommissarov. **50**

DRAGEES DE GÉLIS ET CONTE

Pilules de Gélis et Conté au lactate de fer, administrées, d'après les prescriptions médicales, dans toutes les maladies produites par l'épuisement des suc vitaux et l'anémie. On est prié d'exiger sur chaque boîte la marque de l'inventeur. Paris, pharmacie Labélonye, r. d'Aboukir, 99. En Russie, dans toutes les pharmacies de l'empire. On trouve également dans toutes les pharmacies les **DRAGEES D'ERGOTINE DE BONJEAN**. Ces pilules servent à guérir les hémorrhagies. 91

Elixir Américain

n° 3 des GOUTTES AMÉRICAINES d'Hippolyte Mayevsky, sous le nom d'Elixir américain a provoqué parmi le public le désir de pouvoir les obtenir séparément. Ensuite de quoi le *Dépôt des Gouttes américaines*, (22, rue des Officiers, log. n° 15) en a préparé en flacons de Paris de deux grandeurs de 3 à 4 r., qu'il met en vente non-seulement au dépôt, mais aussi dans les principaux magasins de la capitale : chez Stoll et Schmidt, au laboratoire chimique, perspective Nevsky, maison de l'église catholique; au magasin de la Société russe de produits pharmaceutiques; au Gostinol-Dvor, chez les parfumeurs Rouzanov et Popov. 91

St-PETERSBOURG
C. WOHLBRUCK & Co,
perspective Nevsky, n° 11.

EAU DENTIFRICE DU DOCTEUR PIERRE.
PARIS. 8, place de l'Opéra. — 16, boulevard Montmartre. PARIS. 19 O. P.

St-PETERSBOURG
C. WOHLBRUCK & Co,
perspective Nevsky, n° 11.

UNE DAME russe avec diplôme de l'université, connaissant à fond le français et l'allemand, très-bonne musicienne, et disposant encore de deux heures dans la journée, désire les consacrer à l'enseignement de la jeunesse. S'adr. V. O. 5^e lig. m. n° 82, log. n° 23. 182



CIRQUE HINNÉ
PLACE MICHEL.
Aujourd'hui jeudi 25 janvier

GRANDE REPRÉSENTATION
avec le concours des Espagnols MM. Alejandro et Aragon.

On commencera à 7 heures 1/2.
Prix des places comme à l'ordinaire.
Demain vendredi 26 janvier, grande représentation.
Samedi 27 janvier, bénéfice des clowns frères Gattley.

Le directeur Ch. Hinné.

MAISON
BOTOT
(SES CINQ PRODUITS)

VÉRITABLE
EAU DE BOTOT

Seul et unique dentifrice
Approuvé par l'Académie de Médecine de Paris
L'EAU DE BOTOT est la plus efficace des dentifrices. En gargarisme elle est un préservatif puissant contre les angines et les maux de gorge; elle facilite la dentition chez les enfants.

POUDRE DENTIFRICE
AU QUINQUINA

Ce précieux dentifrice, employé avec l'Eau de Botot, constitue pour le raffermissement des gencives et la blancheur des dents la préparation la plus saine.

EAU DE TOILETTE
EXTRAIT DOUBLE SANS AUCUN ACIDE

Quelques gouttes versées dans l'eau vivifient le teint et exhalent le plus délicieux parfum.

LE SUBLIME
Arrêt immédiat de la chute des cheveux, disparition des pellicules, apaisement des douleurs névralgiques, telles sont les principales qualités de ce merveilleux produit.

VINAIGRE DE TOILETTE
SUPERIEUR

Composé de sucs purs de plantes toniques, ce vinaigre jouit de propriétés inappréciables pour les soins de la toilette.

ENTREPOIT: 229, rue Saint-Honoré, PRÈS LA RUE GASTRIELLE
Dépôt: 18, boulevard des Italiens (PARIS)
A SAINT-PETERSBOURG: Aux dépôts du Laboratoire chimique de St-Petersbourg.
A MOSCOU: Au dépôt de Laboratoire chimique de St-Petersbourg chez MM. Kuznetsov et Katsch, au Pont-de-Marchaux, maison Dabo. Et chez les principaux Commerçants.

LE GRAND DÉPÔT DE PIANOS DE
HERMAN & GROSSMANN
Place Michel, maison ci-devant Lazarev, n° 13.

Vient de recevoir, entre autres, un beau choix de pianos des célèbres fabriques de Bechstein et Blüthner.
P. S. M. Louis Grossmann, venant d'arriver de Varsovie, a l'honneur de faire part à ceux que cela peut intéresser, qu'il restera ici jusqu'aux 1^{ers} jours de février.

ROB BOYVEAU-LAFFECTEUR
du docteur GIRAudeau DE SAINT-GERVAIS.

Sirop dépuratif de composition entièrement végétale
employé, selon l'ordonnance des médecins, contre les maladies provenant d'un vice du sang ou des humeurs.

Dépôts: St-Petersbourg, Société des pharmaciens russes, Hauff, Stoll et Schmidt, Rulovius et Holm, F. Mannassevitz; — Moscou, Mattheisen, Ch. Ferrein, Forbriescher; — Berdichev, Zilinski; — Brody, Franzos; — Kharboun, Freudling; — Gracovie, Redy; — Hambourg, Gotthelf-Voss; — Jassy, Lochmann; — Irbaira, Argirio Angelo; — Koen, Marxvitzky frères; — Kowno, Schiele; — Odessa, Lemme et Konstein, Kestner et Piskorski, D. G. Dialezmenko; — Riga, Neese; — Serge-Possad, Sversen; — Tambour, Werner; — Taganrog, Hamburger; — Tiflis, Smidt; — Varsovie, Galle, Mrozowski. — ENTREPOIT GÉNÉRAL: 12, rue Richer, à Paris. O. P. 27

DÉPÔT GÉNÉRAL DU LABORATOIRE CHIMIQUE DE ST-PETERSBOURG

1^{re} Perspective Nevsky, maison de l'église catholique, mag. n° 3.
2^{de} au pont d'Antichkov, maison Mednikov.

3^{de} Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Poix, maison Brunst.
4^{de} Grande Morskaja, maison Jacquot.

5^{de} Perspective Voznessensky, au pont de Voznessensky.
6^{de} A Vassili Ostrov, au magasin de Riga, 1^{re} ligne.

VENTE EN GROS
Grande Mestchanskaïa, près de la rue aux Poix, maison Brunst.

Dépôt central et comptoir.
Place Michel, maison de l'église catholique, log. n° 42.

Seul dépôt dans l'intérieur de la Russie à Moscou: chez Krüger et Katsch, au pont des Maréchaux.

Fabrique de parfumeries superfinies et hygiéniques.
Grand dépôt des spécialités des principales maisons de France et d'Angleterre.

Eaux-de-Cologne de Jean-Marie Farina et de Clémentine-Martin Klosterfrau de Cologne.

ENCRES A COPIER DE CHEMIZITZ.
Articles de Paris, de Vienne et de Londres.

On peut se procurer les produits du laboratoire chimique de St-Petersbourg chez les principaux commerçants, pharmaciens et droguistes de l'intérieur.

CONSEILS AUX DAMES
PRODUITS SPÉCIAUX RECOMMANDÉS

VIOLET
INVENTEUR DU SAVON ROYAL DE THYRIDACE
CRÈME DE BEAUTÉ
A BASE DE GLYCÉRINE ET DE BISMUTH. — Fraîcheur, Velouté, Éclat du teint.
EXTRAITS TRIPLES D'ODEURS
PARFUMS POUR LE MOUCHOIR:
Rose-Blanche—Ess-Bouquet—Foin-coupé
Jockey-Club—Brises-de-Violettes, &c.
GLYCÉRINES PARFUMÉES
Indispensables pour conserver la santé, la beauté, la morbidesse de la peau

PASTILLES AMBROSIAQUES AU MASTIC DE CHIO
Hygiène, Fraîcheur, Suavité de l'haleine.
PARIS: 12, boulevard des Capucines (Rondou de Grand-Hôtel).
Pour éviter la contrefaçon, exiger la marque de fabrique: LA REINE DES ABELLES.

GRANDE SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER RUSSES

Délivrance de feuilles de coupons d'actions.

Le conseil d'administration a l'honneur d'informer que conformément au libellé du talon des actions de la Grande Société des chemins de fer russes, les feuilles de coupons pour ces titres ne sont remises, à partir du 1^{er} (13) janvier 1873, que sur la présentation des titres mêmes des actions.

Au 1^{er} (13) janvier 1873 les feuilles de coupons pour les actions suivantes n'ont pas été réclamées:

Titres unitaires, bleus.

34306	33611	33612	34395	34399	34856	34966	34997	35174	35572	35587	35924	36008	36019	36229	36542	36753	
36754	36893	38056	38057	38256	38412	38841	42026	42041	42912	43351	43713	44568	44704	45193	45673	45674	45675
45831	45907	46478	46852	47498	47634	47698	48118	48206	48545	48548	49365	49708	51068	51305	51308	51321	
51322	51624	52199	52988	52989	53537	53717	53778	54615	54616	54637	56855	57761	57763	57979	57980	57997	58001
58179	58183	58185	58640	58641	58801	58883	59582	59583	59625	59956	60699	60947	61543	61812	61813	61824	
61825	61839	61840	62504	62511	62517	63592	63594	63625	64552	65617	65618	65695	65876	66115	67910	68137	
69005	69100	69486	69566	70126	70129	71167	71351	71655	71657	73755	75173	75878	75879	76105	76947	77794	
78091	78098	78103	80526	80602	80633	80833	80834	80839	80840	81232	81236	81940	82788	83016	83919	84395	
84388	84989	85088	85646	85814	86191	86456	87174	87476	87590	88003	88004	89086	89178	89813	90779	91235	
91297	91475	91743	92057	92111	92391	92538	93182	93659	93765	93767	95646	95854	95863	95910	97169	97336	
97626	97697	98128	98320	98529	98589	98650	99327	99627	99934	101757	101762	101763	101870	102837	103823	104849	
105599	105661	105640	106423	106443	106909	112370	112634	112435	113074	113078	114036	114243	114735	114849			
114853	115390	115525	117097	117587	119298	119362	119845	119846	119858	119860	119872	119903	121383	121384			
121390	121421	121501	121512	122509	122510	122586	122588	122802	123445	124514	125191	125780	125781	126671			
126871	126880	126941	126992	126994	127520	127866	128157	128472	130318	130909	131022	132067	133280	133938			
134473	134475	137113	137289	138182	138432	139068	141012	142036	142307	143015	143158	144567	144568				
145997	147451	148220	148276	148277	148311	148896	150189	150252	150805	151128	151239	15124	151425	153004			
153924	153937	157205	157206	160220	160251	160406	160409	162178	162182	162184	166693	166855	168579	169718			
171955	175051	175182	175246	176616	176818	176678	176843	181616	181617	184020	184445	184995	185395	185396			
185398	185399	185401	189234	189855	190077	190780	192671	192736	192925	194737	195009	196009	197477	197801			
197835	197856	198065	198566	199375	199877	199883	200272	200538	200529	200529	200529	200529	200541	210518	210744	211293	
210755	207856	203695	204652	204693	205054	207476	208042	208042	208049	209037	209037	209037	213655	213656	214127	214611	
211294	213132	213132	213125	213125	211446	211455	211860	211870	211862	218929	218929	218929	213655	213656	214127	214611	
214672	214903	215363	215151	215158	215158	215166	215766	215770	215772	215774	215963	216122	216302	216359	216372		
217374	217284	217368	217374	219397	219043	218242	218247	218679	218681	218612	218645	218649	219385	219385	220075		
221041	221136	221600	221957	222058	222302	222341	222340	223234	224232	224542	225014	225456	225746	226501	226511		
227140	227232	227293	228393	228598	228737	229140	229790	229813	230336	230376	230377	230615	230616	231338	231843		
231695	231697	232220	232685	232750	233484	234149	234448	235415	235757	235758	235834	235841	236716	237193			
237736	238742	238787	241386	241554	242588	243192	243877	243942	244495	245074	245074	245977	246171	246103			
246308	246787	246919	246920	246929	247090	247417	247830	248682	250129	250499	250656	250660	251002	251003			
251812	252293	252401	252650	252926	253715	253750	253850	254157	254903	254940	255141	255935	256263	256267			
256268	256287	256299	256705	257295	257924	257925	258408	258549	258903	258908	258920	260036	260572	260696			
262746	263005	263008	263010	263408	264143	264605	265012	265383	265384	265938	265938	266292	265623	265955	266707		
266716	266718	266723	267292	271252	271693	272491	272494	272505	273628	273951	277975	279747	279749	278864	278901	280699	
281000	281240	281378	281375	281380	281382	281459	281461	282250	283003	285618	285619	285671	286003	286004			
286120	286584	286960	287843	288929	288335	288338	288391	288603	288702	289170	289172	289600	289668	289781			
289787	289788	291198	291201	291498	291606	291666	291667	292009	292079	292482	292485	292490	292492	292497			
292770	292773	292907	292909	292971	292974	292976	292995	293321	293322	293326	293327	293365	293365	293454			
293540	293541	293842	293843	294067	295208	295224	295903	295982	296414	296417	296514	296697	296832	297646			
297647	298013	298074	298078	298137	298138	298324	298925	299034	299035	299048	299052	299884					